Le Groupe de Puebla met en garde contre de nouvelles tentatives de coup d'État au Pérou

Buenos Aires, 24 août (RHC) Le Groupe de Puebla a appelé aujourd'hui à être vigilants face aux nouvelles tentatives de coup d'État au Pérou et a réaffirmé son engagement envers le gouvernement

démocratiquement élu de Pedro Pastillo.

Dans un communiqué, l’alliance composée de personnalités éminentes, dont deux présidents en exercice, a lancé un appel pressant à la communauté internationale face aux actions multiples et inlassables de la droite et de certains secteurs des forces armées qui créent un climat propice à la légitimation d’un coup d’État.

La rupture de la stabilité politique obtenue lors des dernières élections aurait des impacts profonds sur la relance de l’économie et la reconstruction du tissu social après le Covid-19, a précisé le groupe progressiste.

De même, l’alliance, fondée en 2019 dans la ville mexicaine de Puebla, s’est montrée confiante dans le fait que le peuple péruvien défendra sa démocratie et les initiatives de changement des forces progressistes.

Il sait que le Pérou a besoin d’un changement profond qui pourrait être légitimé par un processus constituant comme l’a proposé le président Castillo, a conclu la note.

Par ailleurs à Lima, la capitale du Pérou, la dirigeante néolibérale Keiko Fujimori a utilisé aujourd’hui un coup journalistique contre le ministre du Travail, Iber Maraví, pour exiger que le président Pedro Castillo le remplace rapidement, comme d’autres ministres.

Le Premier ministre, Guido Bellido, dont les partis et les médias de l’opposition réclament également la démission, a minimisé l’exigence de Fujimori et Maravis l’a invitée à résoudre ses problèmes avec la justice et il a souligné qu’il n’en a aucun.

Fujmori a cité un article du quotidien conservateur El Comercio sur un rapport de police datant d’il y a près de 40 ans, qui mentionne Maraví comme co-auteur présumé des attentats du presque disparu groupe armé Sentier lumineux, en 1980 et 1981, qui n’a pas été capturé.

Compte tenu du rapport, la dirigeante a soutenu qu’un 'vote de confiance au cabinet Bellido n’est pas viable, il appartient au président Pedro Castillo d’éviter ce dénouement en prenant des mesures avant la présentation des ministres au Congrès'.

Cela signifie que le président doit remplacer les ministres que rejette l’opposition, s’il veut que celle-ci soutienne le vote de confiance du Congrès (parlement), lequel, jeudi, recherchera le cabinet ministériel et sans lequel tout l’exécutif devra démissionner.

Auparavant, plusieurs sources avaient affirmé que le président avait renoncé à changer les ministres contestés pour éviter la censure et résolu de reporter les changements au-delà du jeudi.

Sur l’exigence de Fujimori, le Premier ministre Bellido a répondu que 'si elle était présidente, elle prendrait probablement des décisions similaires, mais en ce moment nous prenons son opinion comme celle de n’importe quel citoyen'.

Il a ajouté qu’il écoutera Maraví parce qu’il ne peut pas prendre de décision uniquement pour une publication de presse sur un rapport de police qui désigne le nouveau ministre comme co-auteur présumé d’attentats, et il a dit qu’il en parlera avec le président.

'Madame Fujimori, c’est vous qui devez répondre devant la justice des accusations que vous fait le ministère public (pour blanchiment d’argent et autres délits), je n’ai rien en attente avec la justice', a répondu de sa part sur Twitter le ministre.

Maraví a déclaré être l’objet de la haine de l’extrême droite et d’un secteur de la presse parce qu’il est dirigeant syndical et social, et exerce le poste de ministre du travail et a précisé qu’il n’a jamais été cité à

témoigner par la police et encore moins fait l’objet d’une enquête ou d’une condamnation.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/267977-le-groupe-de-puebla-met-en-garde-contre-de-nouvelles-tentatives-de-coup-detat-au-perou

Radio Habana Cuba